

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable représentant de Malpèque a la parole. Le député pourrait permettre à la présidence de céder la parole au représentant de Malpèque, vu que nous en sommes presque à la fin de la période des questions.

* * *

LE CENTENAIRE DE LA PROVINCE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

LA SUBVENTION PROMISE PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL—LES CONDITIONS

L'hon. J. A. MacLean (Malpèque): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Pourrait-il nous dire si l'on en est venu à un accord avec le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard relativement à la contribution qu'il y aurait lieu de faire à l'occasion de la célébration qui marquera l'an prochain le centenaire de l'entrée de l'Île-du-Prince-Édouard dans la Confédération et si la subvention accordée par le gouvernement fédéral le sera à condition qu'elle serve à certaines fins ou sans réserve?

M. l'Orateur: A l'ordre. J'estime qu'il s'agit là d'une question qui devrait normalement figurer au *Feuilleton*, mais, comme elle est déjà posée, le Ministre peut y répondre.

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, les sommes d'argent ont été octroyées depuis un bon moment déjà; en ceci, je veux dire, décidées. Le montant a été fixé. Quant au programme pour lequel des sommes d'argent seront dépensées, j'ai eu l'occasion d'en discuter la semaine dernière avec le premier ministre de l'Île du Prince-Édouard, et les organisateurs nous ont paru avoir un programme extrêmement intéressant et diversifié, qui sera annoncé en temps propice.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

[Traduction]

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au premier ministre. Vu qu'il a qualifié de mythe l'idée que les décisions du gouvernement soient influencées par les contributions des sociétés, aurait-il objection à déposer la liste des 95 sociétés qui aident financièrement le parti libéral et sinon...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. L'honorable député sait qu'il ne peut poser une question en ces termes. Cette question est tout à fait irrecevable. L'honorable député pose une question à un autre député à un autre titre que son titre officiel à la Chambre. Encore une fois, cette question est irrecevable.

M. Broadbent: Peut-être pourrais-je formuler autrement ma question.

M. l'Orateur: Le député d'Oshawa-Whitby peut poser sa question supplémentaire.

M. Broadbent: Le très honorable premier ministre voudrait-il fournir prochainement à la Chambre, sous forme de déclaration à l'appel des motions, ou autrement, la liste

[L'hon. M. Hees.]

de toutes les sociétés qui appuient le parti libéral et qui ont reçu...

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai statué que cette question, comme toutes celles de ce genre, est irrecevable, et je ne saurais l'autoriser. Le député de Prince Edward-Hastings a la parole.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. l'Orateur: Le député invoque le Règlement.

M. Broadbent: Des douzaines de sociétés et même davantage touchent chaque année des millions de dollars de l'argent des contribuables canadiens et ce, depuis nombres d'années. La question que je pose—dites-moi pourquoi elle est irrecevable—est que je voudrais obtenir du gouvernement la liste des sociétés qui ont reçu une aide financière sous quelque forme que se soit...

M. l'Orateur: A l'ordre. La question présente un vice de forme. Le député de Prince Edward-Hastings avait une question supplémentaire à poser se rattachant à sa question précédente. Peut-être pourrait-il la poser. Je présume qu'elle est recevable. Enfin, je m'excuse auprès des députés des banquettes arrière qui n'ont pas eu le loisir de poser de questions. Peut-être que demain, chacun y mettant du sien, nos distingués collègues des autres banquettes pourront prendre une part plus active à la période des questions. Le député de Prince Edward-Hastings a la parole.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

AUTOMOBILES—LES IMPORTATIONS EN FRANCHISE DES SOCIÉTÉS-MÈRES AMÉRICAINES—LES MAJORATIONS IMPOSÉES AUX CANADIENS

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Oui, monsieur l'Orateur, comme toujours, elle sera recevable. Si je pose une question supplémentaire, c'est que ni moi ni personne autour de moi n'a pu entendre la réponse du ministre. Je crois qu'il a répondu: «Je vous ai compris». Si c'est exact, veut-il dire qu'il étudiera immédiatement la question et fera rapport à la Chambre aussitôt que possible?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je connais la situation dont parle le député. Sa question est pertinente et je vais l'étudier.

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour.

* * *

LES AÉROPORTS

LES TERRAINS DE PICKERING—LES CONSULTATIONS OTTAWA-TORONTO AU SUJET DES EXPLICATIONS DEMANDÉES

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je n'ai pas l'habitude de mettre en doute la décision de la présidence mais j'ai l'impression que cet après-midi les députés ont été saisis d'une question extrêmement importante au sujet du nouvel aéroport international du canton de Pickering. A mon avis, la déclaration du premier ministre qui a laissé espérer à tant de gens qu'il pourrait se faire un autre